

Le Secrétaire général du gouvernement

Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie
de la Nouvelle-Calédonie

BP M2 – 98849 Nouméa Cedex
Tél. : (687) 27.27.63 – (687) 27.02.30

2024-DIMENC-2345

Affaire suivie par : Jean-Eddie GOROATU
jean-eddie.goroatu@gouv.nc



Nouméa, le **11 JAN. 2024**

**Monsieur le directeur adjoint de l'industrie, des mines
et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie (DIMENC)**

à

**Monsieur le directeur de l'Aménagement, de l'Équipement
et des Moyens de la Province Sud (DAEM)**

Objet : Avis de la DIMENC, sur le projet de plan d'urbanisme directeur (PUD) de la commune de Païta .

Dans le cadre de l'enquête administrative, vous avez sollicité notre avis sur le projet de PUD de la ville de Païta. Les observations formulées pour chacune des thématiques de compétence de la DIMENC sont présentées ci-après.

1. Mines et carrières

Malgré les échanges préliminaires entre la DIMENC et le bureau d'étude SECAL en février 2023, la carte relative aux servitudes, précisant notamment les emprises des concessions minières et permis de recherche, n'est pas complète. En effet, certaines concessions minières, dont l'échéance d'autorisation est dépassée, n'apparaissent pas sur la carte. Ces concessions font toutefois partie du domaine minier actif conformément à l'article Lp.131-8 du code minier, des demandes de renouvellement ayant été déposées. Dans ce cadre, la carte doit être complétée avec les concessions manquantes, ces informations sont à jour et disponibles sur le site Georep.nc.

Par ailleurs, les zones naturelles minières sont discontinues et séparées par des zones naturelles protégées. Or les seules voies d'accès admises par le règlement sur ces zones sont celles « *nécessaires à la prévention des risques, à l'entretien et à l'ouverture au public des lieux* », ce qui est incompatible

avec d'éventuelles exploitations de mines ou de carrières dont l'accès passerait nécessairement par ces zones.

Concernant la production de matériaux, les activités de carrières sont restreintes aux zones naturelles minières (NM), dans lesquelles seules les emprises des carrières en cours d'exploitation sont prises en compte :

- La cohérence du zonage proposé avec les zones de gisement en matériaux n'est pas précisée.
- Dans ces conditions, et selon le code de l'environnement, aucune nouvelle carrière ne pourrait être autorisée à l'extérieur de cette zone NM, ce qui vient en contradiction avec les besoins futurs qui pourraient être nécessaires pour le développement et l'aménagement de la commune.
- A l'instar des dispositions prévues pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il est proposé d'autoriser pour certains zonages, et notamment en zone agricole (AC) et naturelle protégée (NP), l'exploitation de carrières à condition qu'elles soient compatibles et nécessaires au bon fonctionnement de la zone et ne présentent pas de nuisance ni de risque pour la salubrité et la sécurité de leur voisinage. C'est le cas notamment des nombreuses carrières situées en zone agricole et qui permettent la réalisation des pistes ou le remblaiement des zones trop humides sur les différentes propriétés pour les besoins des activités agricoles. A noter à ce propos, que plusieurs carrières exploitées sans autorisation sur le territoire de la commune de Païta sont en voie de régularisation depuis 2023.
- De plus, il conviendrait d'ajouter l'emprise de la carrière de Tiaré dont la demande d'autorisation en cours d'instruction, au zonage permettant son exploitation (NM voir autre zonage comme proposé ci-dessus). Son emprise est présentée en annexe.

2. Géologie :

Les éléments présentés ci-dessous font référence à l'évaluation environnementale du PUD. Il conviendra d'utiliser les compléments précisés ou demandés ci-dessous dans la version corrigée à venir du rapport d'incidences environnementales.

a) Géologie et amiante

Le volet Géologie du document (§ 2.1.1. Le sol et le sous sol) amène les commentaires suivants :

- La distinction entre les formations péridotitiques et dérivées d'une part et les formations volcano-sédimentaires d'autre part est tout à fait pertinente.
- La carte présentée en figure 14 (Carte géologique de la Païta (Source : DIMENC)) correspond à la carte disponible sur l'explorateur cartographique Georep à l'échelle 1/1 000 000, ce qui ne semble pas adapté à une étude locale PUD, d'autant plus qu'il existe une carte au 1/50 000.
- Le titre de légende de la figure 14 indique une distinction par lithologie alors que les caissons listés indiquent des unités lithostratigraphiques :
 - soit modifier le titre de la légende en "Unité lithostratigraphique",

- soit faire une cartographie des lithologies, par ex: “Calcaires, Péridotites, Flysch, Alluvions, ...”.
- Le texte en commentaire donne des descriptions d'épaisseur de sols, de pH, etc... Le texte mêle des éléments géologiques et des éléments pédologiques. Pour mémoire, l'IRD / ORSTOM a produit une carte morpho-pédologique qui peut amener des éléments purement pédologiques disponibles sur l'explorateur cartographique Georep (couche "morphopédologie" Référence : Podwojewski P., Beaudou A. (1987). Carte morpho-pédologique de la Nouvelle Calédonie au 1/200.000ème. Ed. ORSTOM 4 cartes, 3 fascicules. Le contenu sémantique et les limites ont été corrigés par Alain Beaudou, Pédologue IRD (2006)).
- Le texte indique “Les massifs de péridotites sont caractérisés par des sols généralement épais...”. Est ce qu'il n'y a pas confusion entre le profil d'altération qui peut effectivement être d'épaisseur plurimétrique sur substrat péridotitique et le sol pédologique qui est généralement, au contraire, plutôt très peu développé sur substrat péridotitique ?
- Le texte indique : “Les formations à alluvions anciennes (unité sédimentaire Crétacé) sont caractérisées par...”. Cette tournure associe les formations alluviales anciennes à l'unité sédimentaire Crétacé et laisse donc à penser que les alluvions sont d'âge crétacé. Les alluvions sont d'âges quaternaires (unité des formations fluviales et littorales, formations superficielles) et peuvent être en couverture sur les formations crétacées.
- La tournure du texte laisse à penser que les formations alluviales anciennes sont de nature serpentineuse, siliceuse, etc... Les alluvions sont plutôt de nature argilo-silteuse et remanient éventuellement des éléments de silice, de serpentinites, ou autre, selon la nature lithologique des bassins versants amont.

Le chapitre sur la géologie se conclut sur deux phrases succinctes évoquant les richesses naturelles dont le sous-sol de la commune regorgeait et sur l'activité minière qui est une activité économique importante pour la commune. Cette remarque mériterait d'être développée afin d'apporter les éléments pertinents nécessaires à l'analyse de l'étude d'impact environnemental. L'ensemble apparaît confus et mériterait de distinguer les éléments géologique d'une part et pédologique d'autre part. L'équipe du SGNC se tient disponible pour échanger sur la géologie de la commune et répondre aux questions du bureau d'études.

Concernant le chapitre sur l'amiante en page 20, il s'agit d'une carte d'aléa amiantifère issue de la carte géologique au 50 000ème. Il ne s'agit pas d'une carte de risque amiante, comme précisé précédemment dans le présent courrier. Ainsi sur la commune, la probabilité d'amiante environnementale forte est liée à la semelle (serpentinite) des péridotites et l'aléa modéré aux péridotites. Un travail de mise à jour est en cours au sein du SGNC (échéance 1er trimestre 2024). A noter que concernant les risques naturels géologiques, les études et cartographies des aléas mouvements de terrain ont été remises et présentées à la mairie de Païta le 6 décembre 2023.

b) Hydrogéologie, AEP

Il est dommage de constater que dans le volet sur l'hydrogéologie (§ 2.1.2. Hydrogéologie) présenté dans l'étude d'impact environnementale (EIE) en page 24, les outils mis à dispositions par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie tels que la Base de Données Sous-sol (BDSS-NC) et l'atlas

hydrogéologique (BDLISA-NC) n'ont pas été utilisés. Par ailleurs, des études de localisation du biseau salé ont été réalisées sur la commune par la province Sud, il conviendrait donc également d'en tenir compte.

Il est dit dans le sous-chapitre *Approvisionnement en eau* (§ 2.1.3. Hydrologie), en page 35, que les "possibilités de nouveaux captages sont très limitées sur la commune ; la seule perspective de développement passe par des prélèvements sur l'aqueduc de Tontouta" (page 35). Nous nous interrogeons sur cette affirmation, d'autant plus que de nombreux secteurs sur la commune présentent un potentiel à explorer concernant la ressource en eau souterraine.

Au sein du sous-chapitre *Les prélèvements en eau* (§ 2.1.3. Hydrologie), en pages 38-39, le bilan présenté ne tient pas compte des prélèvements privés autorisés sur la commune. Ces données doivent être utilisées (même si basées que sur des volumes maximaux autorisés, à défaut d'un suivi actualisé) afin de correctement réellement évaluer l'impact des prélèvements sur les ressources en eau (superficielle et souterraine) et ainsi de pouvoir représenter cartographiquement par exemple : les zones soumises à de fortes pressions de prélèvements mais également les zones à enjeux en fonction des besoins connus (AEP, agricoles, industriels, ...). Éléments qui sont importants pour l'élaboration d'un PUD.

c) Erosion

En page 66 (§ 3.2.3. Erosion des sols), vous faites référence aux différents facteurs favorisant l'érosion des sols néanmoins le facteur feux est très peu développé. Or la commune est soumise régulièrement à des feux de brousse. Il convient de développer ce thème (utilisation des données du portail Vulcain développé par l'Oeil par exemple), notamment dans l'élaboration du PUD.

d) Déchets

Les éléments présentés au sein du chapitre 3.3.4 *Aspects quantitatifs* datent de 2019 et 2020. Il est regrettable que des données actualisées n'aient pas été utilisées pour cette étude.

e) Qualité des eaux

Seuls les résultats des suivis menés par la DAVAR sont présentés (§ 3.4.2. Qualité des eaux douces des cours d'eau). Une source de données qui aurait dû être explorée pour ce chapitre est le suivi de la qualité physico-chimique des captages superficiels AEP. De même, la DAVAR et la DIMENC via les bases de données ATYA et BDSS-NC, disposent de résultats analyses ponctuelles sur des eaux superficielles mais également souterraines. Il est donc regrettable que ces services gouvernementaux n'aient pas été consultés lors de l'élaboration de cette étude.

f) Littoral, aléas côtiers et tsunami

Concernant les aléas côtiers, l'étude de la caractérisation de l'aléa submersion marine d'origine cyclonique sur la commune de Païta a également été restituée à la mairie de Païta le 6 décembre 2023. Les rapports présentant la méthode et les résultats, un atlas cartographique communal, ainsi que les données SIG ont été remis ce même jour. Il conviendrait de porter ces deux études à la connaissance de la population et d'en tenir compte dans le PUD.

Concernant le risque tsunami (§ 5.2.1. Risque tsunami), il doit être souligné que les critères "altitude" et "distance à la côte" qui ont été pris en compte pour la réalisation de la carte présentée

page 108 (figure 48) correspondent à la définition de la bande d'évacuation et de sécurisation, et non à une carte d'aléa ou de risque comme indiqué dans le titre de la figure.

De plus, il convient de préciser que ni l'IRD ni la DIMENC (cette dernière est mentionnée dans les sources) n'ont participé à la réalisation de cette carte. Ce travail a été réalisé par le PIROPS/Croix Rouge Française en 2014 et retiré des outils de diffusion du gouvernement afin d'éviter toute confusion.

Le programme TsuCAL, porté par la DSCGR, permettra, à terme, de définir et cartographier l'aléa tsunami en Nouvelle-Calédonie.

3. Energie :

A la page 155, vous faites référence au rapport de présentation au Schéma pour la Transitions Énergétique de la Nouvelle-Calédonie (STENC) voté en 2016, or le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a adopté le 16 août 2023 la nouvelle version du STENC auquel il conviendrait d'y faire référence. .

Concernant les énergies renouvelables, il convient de porter des modifications sur certains éléments, avec notamment :

- en page 159 du rapport de présentation, il est noté qu'aucune installation en autoconsommation n'est présente dans les tribus de la commune, or ceci qui ne reflète pas la réalité car bien qu'en très faible nombre, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a bien autorisé quelques installations dans les tribus de N'Dé et Bangou ;
- en page 160, la carte, présentant les centrales photovoltaïques situées sur la commune de Païta, ne fait pas apparaître la centrale photovoltaïque de l'aéroport de Tontouta ;
- En page 17 du règlement, il est écrit, "les constructions industrielles concourant à la production d'énergie et les locaux techniques associés" dans la sous destination "équipements techniques et industriels (infrastructures) des administrations publiques et assimilés", or les centrales photovoltaïques sont détenues exclusivement par des sociétés privées, dès lors elles ne peuvent pas entrer dans cette sous section et conduirait le PUD à être un frein au développement des centrales photovoltaïques sur la commune. Il conviendrait de réserver aux centrales de production d'énergie renouvelable une destination ou une sous destination spécifique dans le règlement écrit.

4. Industrie :

En page 205, la distinction entre chaque régime de classement n'est pas aussi marquée qu'énoncé. Au sens des articles 413-1 et 413-41 du code de l'environnement de la province Sud (article 414-1 pour le régime de la déclaration), les régimes d'autorisation et d'autorisation simplifiée ne se distinguent pas par l'importance des « dangers ou inconvénients » qu'elles génèrent. C'est en principe et selon les caractéristiques et impacts spécifiques de chaque installation, que les prescriptions générales permettent de pallier aux dangers et inconvénients induits par l'activité des installations soumises à autorisation simplifiée. Comme pour les installations soumises à autorisation, les prescriptions générales peuvent être complétées, tant pour les installations soumises à déclaration qu'à autorisation simplifiée, par des prescriptions spéciales nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article 412-1 du code précité (art. 414-8 du même code).

A la page suivante au point 5.1.2., les statistiques énoncées datant de 2021 et quelques évolutions ayant eu lieu, il serait préférable de substituer la formule du deuxième paragraphe, « Il existe actuellement » à par exemple, « En 2021, (...) ». Aussi, il est souhaitable que la formule en fin de troisième paragraphe : « l'essentiel de ces installations industrielles et nuisibles » soit par exemple remplacée conformément à la terminologie du code de l'environnement en vigueur par, « (...) regrouper l'essentiel de ces installations industrielles (...) pour mieux en maîtriser les dangers et inconvénients qu'elles génèrent ». Au dernier alinéa de ce point 5.1.2 il est indiqué qu'une étude de dangers est produite pour ces installations, or cela n'est le cas que pour les installations soumises à autorisation, il conviendrait de modifier le début de la phrase : “ Pour les installations soumises à autorisation, il a été demandé.....”

Enfin, au sein du projet de territoire, l'ambition que la DIMENC appelle de ses vœux d'équiper les zones d'activité économiques de moyens mutualisés et dimensionnés en proportion des types et du volume du tissu industriel qu'elles accueillent, comme développé dans l'avis de la DIMENC sur le rapport d'incidence environnementale de Païta, serait un signal fort dans la continuité des objectifs énoncés dans ce projet de PUD de renforcement de la proximité et de protection du cadre environnemental. En effet, en plus d'améliorer la maîtrise des dangers et des impacts, la mutualisation et la rationalisation de ces aménagements accroîtrait l'attractivité économique de la commune par l'augmentation du potentiel industriel et l'abaissement des charges de chaque installation classée accueillie. Aussi, l'autorisation des CINASPIC (constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif), permettra une marge de manœuvre supplémentaire vers une meilleure rationalisation de l'aménagement du territoire en permettant l'implantation de possibles installations de dimension significative génératrice de richesse et créatrice d'emplois à même de figer les populations et d'améliorer leur qualité de vie tout en préservant l'environnement et les potentialités agricoles.

En outre, la DIMENC partage l'objectif de ce projet de PUD de regroupement des ICPE dans les zones d'activité économique, car une séparation suffisante avec les zones d'habitation est un prérequis à la gestion, des impacts, dangers et nuisances que les industries peuvent générer.

Telles sont les remarques que je tenais à formuler, sur le diagnostic et le projet de territoire que vous nous avez soumis.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.


**Le directeur adjoint de l'industrie des mines
et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie**

Jean-Sébastien BAILLE

ANNEXE

Carrière de TIARE

1. Implantation du site :

Le site retenu se trouve en amont du lotissement Tiaré Hills.



Carte 4 : Localisation carrière projetée – 60 000^{ème}



Carte 5 : Localisation carrière projetée – 10 000^{ème}

